

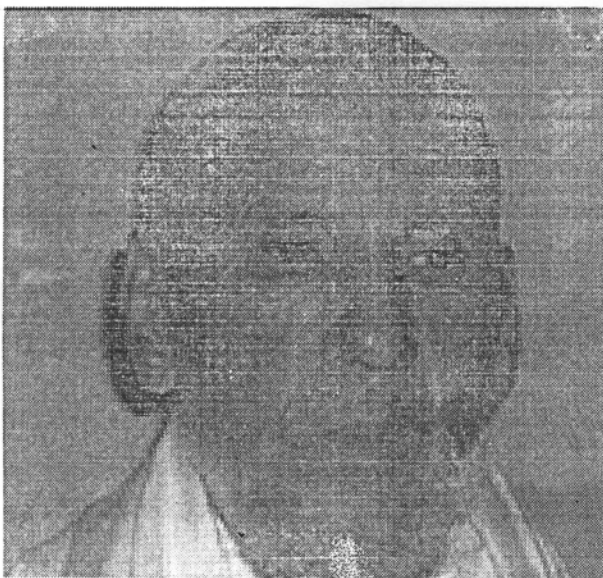
MOHAMED KOUNA OULD HAÏDALLA

# Un come back qui fait des vagues

La nouvelle de l'annonce de la candidature de Mohamed Khouna Ould Haïdalla a provoqué un véritable cataclysme dans le microcosme politique du pays. A peine l'ancien président a-t-il rendu public son intention de briguer la magistrature suprême, que des voix se sont élevées de partout, aussi contradictoires les unes que les autres. Annoncée il y a plus de six mois mais maintes fois démentie, la candidature de Khouna Ould Haïdalla en date du 1er août courant, qui n'a laissé aucun acteur politique indifférent, précipite la campagne électorale aussi bien dans les rangs des partis de la majorité présidentielle qu'au niveau de l'opposition.

Ould Haïdalla est un challenger sérieux face à Ould Taya.

C'est l'avis général qui se dégage des milieux politiques du pays. Exit Messaoud Ould Boulkheir... Exit aussi Ahmed Ould Daddah, les principaux outsiders du président de la République. A moins d'un cataclysme à la "Le Pen", les résultats des suffrages du 7 novembre porteront au pouvoir Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya, ou Mohamed Khouna Ould Haïdalla. Autant Ould Taya a des chances de l'emporter puisque bénéficiant de "ses acquis en tant que président" et de l'imparable machine du Prds, autant Ould Haïdalla peut sortir vainqueur des suffrages si l'on considère que la côte de l'homme ne cesse de monter. Depuis le 1er août, jour de l'annonce de sa candidature, Ould Haïdalla, ne cesse d'élargir sa fourchette d'adhésions. Après l'alignement du député PRDS Ismael Ould Amar et l'engagement de Conscience et Résistance à ses côtés, voilà qu'il compte parmi ses troupes des pans entiers de la communauté négro-africaine, entraînée par l'ancien ministre Diop Moustapha. En fin de semaine dernière, un groupe d'intellectuels et d'hommes d'affaires a proclamé son adhésion à cette candidature. Il s'agit du Docteur Cheikh Horma Ould Babana ( directeur de l'hôpital Chiva), Devaly Ould Cheine ( homme d'affaires), Ely Ould Baçar Ould Sneiba (professeur d'université), Maître Diabira Maroufa (ancien ministre), Haba Ould Mohamed Vall (homme d'affaires), Ismaïl Ould Amar (ancien DG Snim, député Prds), Laldal Ould Abdel Weddoud (ancien ministre), Mohamed Abdallah Ould Kharchy (homme d'affaires), Mohamed Yehdih Ould Breidellil (ancien ministre), Saleck Ould Yali (ancien attaché à la Présidence de la République). Et ce fut comme le coup d'envoi d'une avalanche de motions de soutien en faveur du candidat. Après Ely Bowba Ould Oueiny (secrétaire général du parti Ptun), Nalla Oumar Kane (ancien ambassadeur) et Mohamed Hafedh Ould Kharchy se mirent tous dans la bataille aux côtés du nouveau candidat. Deux jours plus tard, ce fut l'adhésion qui défraya la chronique.



celle de Ghassem Ould Bellaly, l'ancien maire de Nouadhibou qui jouit d'une popularité certaine. Dimanche 10 août, des nouvelles provenant de l'état major du candidat annoncent le soutien du PLEJ. Face à ces multiples réactions, le PRDS lance une véritable contre-attaque. D'abord, le Bureau Exécutif du parti exclut le député Ismael Ould Amar; puis ce fut au tour du SG du PRDS de convoquer dare-dare une conférence de presse monstre où il crucifie Ould Haïdalla, le qualifiant de ridicule (Cf article en page 3). Ensuite, le parti renforce sa stratégie en rappelant en service tous les grands barons. Et pour boucler la boucle, les communicateurs du parti, à l'image de Ould Billil se mirent à distribuer des pamphlets contre Ould Haïdalla. Seulement, dans les milieux proches du PRDS, d'aucuns sont conscients que le Président du parti traîne des épines aux pieds : mécontentement au sein de l'armée, poudrière islamiste, grogne des anciens piliers du système écartés des centres de décision et des mannes financières, marasme économique né de la désillusion liée à l'exploitation aléatoire du pétrole...

## Face à face

Comme Ould Taya, Ould Haïdalla

peut compter sur les militaires. L'avantage étant toutefois, selon les observateurs, en faveur de Khouna Ould Haïdalla. Les actuels colonels de l'armée seraient en grande partie constitués d'anciens capitaines et lieutenants des années 80, avec qui Ould Haïdalla avait déjà travaillé. Face aux Haratins qui constituent la plus importante masse de voix, les deux candidats ont des chances égales. Si Ould Haïdalla est le père de l'ordonnance sur l'abolition de l'esclavage, Ould Taya est le seul président qui a offert aux représentants de cette communauté des postes ministériels allant jusqu'à choisir le chef de l'Exécutif parmi eux. Même cas de figure face aux Négro-africains, même si ceux-ci occupent plus de poste au temps de la présidence de Haïdalla. Seulement, avec Ould Taya, les négro-africains ont compté plus de ministres et davantage de responsables aux hautes fonctions de l'Etat (Sénat, BCM, Cour des Comptes...)

Face aux Islamistes, la crise actuelle ne milite pas en faveur de Ould Taya. En plus, Ould Haïdalla est connu pour être l'unique président à appliquer la loi islamique dans le pays !

Oumar El Moctar

## Déclaration de candidature

Voici en intégralité, la déclaration de Mohamed Khouna Ould Haïdalla où il annonce sa candidature à la magistrature suprême ainsi que les raisons qui l'y ont poussé.

Mauritaniens, mauritaniennes, chers compatriotes,

J'ai pris la décision de m'adresser à vous aujourd'hui, pour vous annoncer ma candidature à la prochaine élection présidentielle du 7 novembre 2003. Pourtant aucune ambition ne me pousse à briguer la magistrature suprême et mon souhait a toujours été pendant ces 19 dernières années de vivre loin de l'exercice du pouvoir, de ses contraintes, de ses corruptions, de ses injustices commises consciemment ou non.

Ayant fait une rétrospective des régimes politiques qui se sont succédés depuis l'indépendance, le 28 novembre 1960, je déclare solennellement et publiquement que les malheurs politiques, économiques, humains, culturels et sociaux de la Mauritanie, ont toujours été la conséquence de l'exercice solitaire du pouvoir du chef de l'Etat, lorsqu'il concentre entre ses mains, par divers artifices, tous les pouvoirs, qu'il supprime toute possibilité d'alternance pacifique, qu'il se considère indispensable, qu'il réduit ou supprime les espaces de liberté et qu'il annule les possibilités de dialogue politique.

C'est cette pratique du pouvoir, à laquelle je suis désormais fermement opposé, qui a conduit notre pays à la grave crise politique actuelle qu'a révélée et accentuée le réveil de la désastreuse culture des coups d'état. Conscient des dangers qui nous guettent, je ne pense rester indifférent aux appels de tant de canaux d'expression populaire pour conduire une initiative politique majeure destinée à sortir le pays de cette crise par la mise en place d'une démocratie moderne apaisée. Ne pouvant décevoir tant de marques de confiance, je m'engage devant vous tous, citoyens mauritaniens de toutes composantes nationales, de toutes tendances politiques, de toutes régions, de toutes professions, de tous groupes culturels ou sociaux, à me présenter porteur d'un projet démocratique majeur susceptible d'emporter votre adhésion enthousiaste et de la mettre en œuvre fidèlement dès la victoire. Ce projet consiste à réviser la constitution et les lois organiques relatives aux partis politiques et à la presse pour introduire les dispositions fondamentales permettant :

- l'équilibre et la séparation des pouvoirs et en particulier la séparation complète des pouvoirs du président de la République et du Premier ministre.
- la responsabilité du Premier ministre devant uniquement l'assemblée nationale.
- la réduction du mandat présidentiel à cinq ans, renouvelable une seule fois.
- la libéralisation complète de la constitution des partis politiques.
- l'inclusion de l'interdiction des partis politiques dans le domaine de la loi et non plus le domaine réglementaire.
- la suppression complète de la censure de l'expression écrite et orale.

Mon objectif est de mettre en place les institutions dans ce nouveau cadre constitutionnel et de m'assurer de leur bon fonctionnement au cours d'un mandat ne dépassant pas cinq ans dont je ne demanderai pas le renouvellement, pour laisser s'établir une saine compétition politique entre les diverses formations, et veiller à la transparence des opérations électorales organisées pour une alternance renouvelée.

Vive la République

Vive la Mauritanie.

Fait à Nouakchott le 01 août 2003

Mohamed Khouna Ould Haïdalla